



Assemblée générale

Distr.: générale
16 avril 2008
Français
Original : anglais

Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

Compte rendu analytique de la 307^e séance

Tenue au siège, à New York, le jeudi 14 février 2008, à 11 heures

Président : M. Badji (Sénégal)

Sommaire

Adoption de l'ordre du jour

Élection du bureau

Projet de programme de travail du Comité

Séminaire des Nations Unies sur l'aide au peuple palestinien, Amman, 19 et 20 février 2008

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications au présent compte rendu seront publiées dans un rectificatif.



La séance est ouverte à 11 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

1. *L'ordre du jour est adopté.*
2. **Le Président temporaire** invite des candidatures pour les postes de Président, Vice-président et Rapporteur du Comité.
3. **M. Habib Mansour** (Tunisie) dit que la situation dans les territoires palestiniens occupés s'est aggravée considérablement pendant le passé récent, en particulier dans la bande de Gaza. Il demande instamment à toutes les parties intéressées de faire tout leur possible pour mettre fin aux souffrances quotidiennes du peuple palestinien.
4. L'orateur propose la réélection de M. Badji (Sénégal) en tant que Président, de MM. Tanin (Afghanistan) et Malmierca Diaz (Cuba) en tant que vice-présidents et la candidature de M. Borg (Malte) au poste de Rapporteur.
5. **M. Zainuddin** (Malaisie) soutient ces candidatures.
6. *MM. Badji (Sénégal), Tanin (Afghanistan), Malmierca Diaz (Cuba) et Borg (Malte) sont élus par acclamation.*
7. *M. Badji (Sénégal) assume la présidence.*
8. **M. Nambiar** (Secrétaire général adjoint et chef de cabinet du Secrétaire général), donnant lecture d'une déclaration du Secrétaire général, dit que des faits positifs survenus récemment sur le front diplomatique suscitent certains espoirs quant à la possibilité d'instaurer enfin une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient. Dans le même temps, l'escalade de la violence au début de l'année 2008 rappelle la fragilité de la situation sur le terrain.
9. L'ONU reste attachée à l'établissement d'un État souverain et indépendant de Palestine et à un règlement juste et concerté au problème des réfugiés qui permettra à tous les Palestiniens de vivre dans la paix, la dignité et la sécurité. Elle soutient activement le processus commencé à Annapolis en novembre 2007. La conférence, tenue avec la participation de quelque 50 gouvernements, y compris les principaux membres de la Ligue arabe, ainsi que d'organisations internationales, a marqué un nouveau départ pour le processus de paix au Moyen-Orient. La participation des États arabes sous la bannière de l'initiative arabe

de paix est cruciale pour la réalisation d'une paix régionale.

10. Il est encourageant que le Président de l'autorité palestinienne, M. Abbas, et le Premier ministre israélien, M. Olmert, aient commencé à tenir des discussions régulières sur les principales questions. Des réunions entre leurs équipes de négociations ont également commencé. Le Quatuor a convenu de se réunir régulièrement pour examiner les progrès et soutenir les efforts des parties. Il est également rassurant que la conférence des donateurs tenue à Paris en décembre 2007 ait renforcé le vaste soutien international apporté au renouvellement du processus de paix. Quatre-vingt-sept gouvernements et institutions internationales ont participé à la conférence annonçant des contributions de plus de 7 milliards de dollars à l'Autorité palestinienne. Ils se sont également félicités du plan palestinien de réforme et de développement présenté par le Premier ministre palestinien, M. Fayad.

11. Il est urgent d'améliorer la situation sur le terrain afin d'appuyer le processus politique. Ainsi, le représentant du Quatuor, M. Blair, s'est chargé d'obtenir l'exécution de projets destinés à soutenir la revitalisation de l'économie palestinienne, ce qui est crucial pour asseoir le futur État palestinien sur une base solide.

12. Toutefois, une série d'événements survenus en 2008 ont entravé les progrès. Les opérations militaires israéliennes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, les attaques à la roquette et au mortier dans le sud d'Israël et l'expansion des colonies de peuplements, surtout à Jérusalem-Est et alentour, ont toutes eu un effet négatif sur le renouvellement du processus politique.

13. Le Secrétaire général a condamné à maintes reprises le lancement de roquettes contre les civils par des groupements palestiniens. Il a également lancé des appels répétés contre des réactions disproportionnées et a invité Israël à faire preuve d'un maximum de modération dans ses opérations militaires. Il incombe à toutes les parties de respecter leurs obligations au titre du droit international humanitaire et de ne pas cibler des civils.

14. La décision israélienne de boucler complètement la bande de Gaza a coupé la population déjà démunie de Gaza d'un approvisionnement vital. La récente brèche ouverte à la frontière entre Gaza et l'Égypte a

révélé le degré de désespoir parmi les habitants ordinaires de Gaza, des milliers d'entre eux passant en Égypte à la recherche de vivres et d'autres biens indispensables à la vie quotidienne. L'orateur rappelle à Israël ses obligations à l'égard de la population civile de Gaza conformément au droit international, y compris les lois gouvernant l'occupation, qui continuent à s'appliquer au territoire et à la population sous contrôle israélien.

15. L'orateur soutient la proposition de l'Autorité palestinienne tendant à gérer les points de passage à Gaza. La communauté internationale doit également aider à rétablir l'unité de la bande de Gaza et de la Cisjordanie dans le cadre légitime de l'Autorité palestinienne. Cela est crucial pour la réalisation d'un accord de paix viable. Alors que la solution au conflit doit être négociée entre les parties elles-mêmes, il est important que la communauté internationale demeure engagée et tienne sa promesse de les aider dans la recherche de la paix.

16. Le système des Nations Unies, qui compte une vingtaine d'organisations sur le terrain, continuera à assumer sa responsabilité consistant à aider et à protéger toutes les personnes touchées par le conflit. L'orateur invite instamment les donateurs à donner suite à leurs importantes annonces de contributions faites à Paris. Le Coordonnateur spécial du Secrétaire général pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel auprès de l'Organisation pour la libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne collabore étroitement avec l'équipe de pays des Nations Unies et les programmes de développement destinés à améliorer les conditions de vie déplorables du peuple palestinien.

17. Le Secrétaire général continuera à soutenir les efforts du Président de l'Autorité palestinienne et du Premier ministre israélien, les encourageant à faire des progrès tangibles sur toutes les questions concernant un règlement permanent. Il collaborera avec ses collègues du Quatuor et des partenaires régionaux en vue de promouvoir la mise en oeuvre de la Feuille de route et d'instaurer la paix et la sécurité pour l'État palestinien et Israël, conformément aux résolutions 242 (1967), 338 (1973), 1397 (2002) et 1515 (2003) du Conseil de sécurité, ainsi qu'à l'initiative de paix arabe.

18. L'orateur exprime sa gratitude à tous les membres du Comité pour leur travail important et réitère son appui complet à leur mandat.

19. **Le Président**, parlant en tant que représentant du Sénégal, dit que compte tenu de la détérioration actuelle des conditions de vie dans les territoires occupés, le mandat du Comité, à savoir garantir l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, est plus pertinent que jamais. Toutefois, cela ne signifie pas pour autant que la situation doive être réglée en méconnaissant les droits et intérêts du Gouvernement israélien avec lequel le Sénégal entretient des relations diplomatiques et de coopération fondées sur le respect et la confiance mutuels. Par conséquent, le Gouvernement sénégalais n'hésite pas à demander instamment à Israël, puissance occupante, de réfléchir sérieusement aux souffrances quotidiennes qu'il inflige aux Palestiniens et de mettre fin immédiatement à leur triste situation. Ni la force illégitime, ni la politique du fait accompli ne pourront créer un état de droit ou justifier l'occupation illégale. Il vaut la peine de mentionner ces réalités manifestes à ceux qui voudraient abolir le Comité, de même que d'autres organes qui examinent la question palestinienne dans le cadre de l'ONU.

20. De nombreux obstacles au règlement du problème palestinien demeurent entiers depuis que l'ONU en fut saisie pour la première fois en 1947. Néanmoins, l'orateur demeure persuadé de la capacité de l'Organisation, et au premier chef du Conseil de sécurité, dont le silence et l'inaction sont déplorables, de parvenir à une solution juste et durable au conflit. L'orateur soutient les efforts du Quatuor qui visent à aider les parties à trouver un règlement pacifique du conflit grâce au dialogue et à la négociation. Par conséquent, il se félicite du processus lancé à Annapolis en novembre 2007 et espère qu'il débouchera sur l'établissement d'un État palestinien libre, indépendant et souverain vivant en paix et en sécurité avec État d'Israël à l'intérieur frontières sûres et reconnues.

21. **M. Riyad Mansour** (Observateur de la Palestine) dit que le Gouvernement et le peuple palestiniens luttent dans des conditions difficiles pour mettre fin à l'occupation israélienne, créer leur propre État dans tous les territoires occupés par Israël depuis 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, et pour trouver une solution juste et négociée au problème des réfugiés sur la base de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale. Par conséquent, au nom de son Gouvernement, il exprime son appréciation à l'égard du travail accompli par le Comité, le Secrétaire général

et d'autres organes du système des Nations Unies pour faire avancer la cause du peuple palestinien.

22. Le processus de paix lancé à la conférence d'Annapolis, la visite consécutive du Président des États-Unis au Moyen-Orient et la réussite de la conférence des donateurs tenue à Paris ont suscité de gros espoirs. Toutefois, il ne faut pas fermer les yeux sur la réalité. Toutes les parties concernées - l'ONU, le Secrétaire général, le Comité et d'autres - auront encore beaucoup à faire pendant l'année en cours. À Annapolis, le Gouvernement de l'orateur a engagé des négociations bilatérales et a examiné les questions concernant un règlement permanent avec la partie israélienne. Malheureusement, il n'existe aucun signe de progrès tangibles en ce qui concerne la mise en oeuvre de la phase I de la Feuille de route depuis cette conférence.

23. Aucun des engagements pris par le Gouvernement israélien au titre de la Feuille de route n'a été respecté. Les activités de colonisation ont augmenté, La circulation des Palestiniens vivant en Cisjordanie est toujours limitée par quelque 600 points de contrôle, quelque 12,000 Palestiniens restent prisonniers et la tragédie de Gaza continue. Dans le même temps, le Gouvernement palestinien fait tout son possible pour tenir les engagements pris au titre de la Feuille de route.

24. La situation actuelle est alarmante et il faut des mesures urgentes pour sauver le processus de paix et éviter un autre échec. Le Secrétaire général et son équipe doivent faire tout leur possible pour empêcher la marginalisation du Quatuor. Le Secrétaire général doit demander, par le biais du Quatuor, en particulier le Représentant des États-Unis, un rapport sur l'application de la Feuille de route et les violations des engagements acceptés. La communauté internationale doit démontrer que le processus de paix lancé à Annapolis produit des résultats positifs.

25. La délégation palestinienne est reconnaissante pour les 7,7 milliards de dollars affectés au développement institutionnel annoncés à la conférence des donateurs à Paris. Toutefois, l'orateur se demande comment on peut créer des institutions alors que les habitants de Gaza sont complètement bouclés et que la situation est sombre, que les personnes et les biens ne peuvent pas passer en Cisjordanie et que les colonies à Jérusalem Est et alentour et ailleurs continuent de s'élargir. En fait, la partie Israélienne est en train de

saboter tous les résultats positifs obtenus à Paris. Par conséquent, toutes les parties doivent intensifier leurs efforts en faveur du rétablissement du processus de paix avant qu'il ne soit trop tard.

Évolution de la situation depuis la réunion précédente du Comité

26. **Le Président** prend note de plusieurs faits positifs concernant l'entente commune entre le Président de l'Autorité palestinienne, M. Abbas, et le Premier ministre israélien, M. Olmert, réalisée à la conférence d'Annapolis tenue le 27 novembre 2007. Le 30 novembre 2007, le bureau du Comité a publié une déclaration par laquelle il se félicitait de l'entente commune (GA/PAL/1070) et le 4 décembre 2007, le Secrétaire général a nommé M. Robert H. Serry (Pays-Bas), son envoyé auprès du Quatuor, en tant que Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel auprès de l'Organisation pour la libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne. Les négociations israélo-palestiniennes ont été ouvertes formellement à Jérusalem à une réunion du comité directeur conjoint présidé par le Ministre des affaires étrangères d'Israël, M. Tzipi Lipi, et le négociateur palestiniens en chef, M. Ahmed Qureia, réunis pour la première fois depuis la conférence d'Annapolis, et une nouvelle fois le 8 janvier 2008, et les deux ont autorisé leurs équipes à conduire des « négociations directes et continues » sur toutes les questions fondamentales. De même, en 2008, le président des États-Unis, M. George Bush, s'est rendu dans la région et a rencontré le Président Abbas et les principaux fonctionnaires palestiniens à Ramallah.

27. S'agissant de l'aide internationale, le 17 décembre 2007, des contributions de plus de 7 milliards de dollars ont été annoncées à une conférence de donateurs d'une journée tenue avec la participation de 87 pays à Paris. En cette occasion, le Premier ministre palestinien, M. Fayad, a présenté le plan de réforme et de développement palestiniens. Le 18 décembre 2007, le Quatuor a publié une déclaration dans laquelle il a réaffirmé l'importance de la création de capacités économiques et institutionnelles, et a exprimé de l'inquiétude face à l'annonce de nouveaux appels d'offres pour la construction de logements dans le secteur Har Homa/Jabal Abu Ghneim de Jérusalem-Est, a condamné les tirs continue de roquettes à partir de Gaza vers Israël et a réitéré ses profondes

préoccupations à l'égard de la situation humanitaire dans la bande de Gaza. Le 21 décembre 2007, le Conseil de sécurité a publié un communiqué de presse se félicitant de la conférence des donateurs de Paris, demandant le décaissement rapide des contributions annoncées et lançant un appel en faveur de l'aide au développement de l'économie et des institutions palestiniennes (SC/9216-PAL/2097), et le 5 février 2008, le Mécanisme palestino-européen de gestion et d'aide socioéconomique (PEGASE), nouvel instrument pour l'acheminement de l'aide au développement vers le territoire palestinien occupé, a effectué un premier paiement d'un montant de 22 millions d'euros à des fonctionnaires palestiniens.

28. En revanche, le Conseil de sécurité n'a pas pu se mettre d'accord sur le texte d'une déclaration présidentielle à sa réunion tenue à la demande du groupe arabe le 22 janvier 2008 pour examiner la crise humanitaire à Gaza. Le 4 février 2008, le bureau du Comité a publié une déclaration exprimant son regret à l'égard de l'inaction du Conseil face à la situation dans le territoire palestinien occupé et son alarme à l'égard des activités israélienne sapant l'accord réalisé à Annapolis (GA/PAL/1071).

Projet de programme de travail du Comité (A/AC.183/2007/CRP.1)

29. **Le Président** introduit le projet de programme de travail du Comité (A/AC.183/2007/CRP.1)

30. *Le projet de programme de travail est adopté.*

Séminaire des Nations unies sur l'aide au peuple palestinien, Amman, 19 et 20 février 2008 (Document de travail no. 1)

31. **Le Président** attire l'attention sur le programme provisoire du Séminaire des Nations Unies sur l'aide au peuple palestinien, qui se tiendra à Amman, les 19 et 20 février 2008, qui figure au document de travail no. 1. Le Séminaire a pour but de développer plus avant l'élan créé par la conférence d'Annapolis. Des invitations ont été envoyées à des experts de renommée internationale, y compris des Israéliens et des Palestiniens, des représentants et des observateurs auprès de l'ONU, des parlementaires, des représentants du système des Nations Unies, d'autres organisations internationales et de la société civile.

32. *Le programme de travail provisoire du Séminaire des Nations unies sur l'aide au peuple palestinien, Amman, 19 et 20 février 2008, est adopté.*

Déclaration du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

33. **M. Whitley** (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) dit que la situation actuelle sur le territoire palestinien occupé constitue une crise provoquée par l'homme et non accidentelle. Les deux années passées, des centaines d'enfants palestiniens ont été tués ou blessés par les forces de défense israéliennes. Plusieurs douzaines ont également été tués et blessés à la suite de la lutte entre factions palestiniennes et un petit nombre d'enfants Israéliens ont été victimes d'attaques lancées par des groupes militants palestiniens. Toutefois, la vaste majorité des victimes sont le résultat des règles d'engagement peu rigoureuses des forces de défense israéliennes et l'absence de conséquences pour les responsables des victimes civiles. Pendant la période qui s'est écoulée depuis la conférence d'Annapolis, le nombre de victimes a augmenté, et le rapport entre victimes palestiniennes et israéliennes étaient de 45 à 1.

34. Alors que le bouclage de la bande de Gaza a peu de chance d'atteindre les objectifs que se sont fixés ses promoteurs, il crée les conditions d'une grave crise humanitaire en rendant l'acheminement de l'aide de plus en plus difficile. En tout état de cause, il est impossible de maintenir indéfiniment la dépendance du territoire de l'aide internationale, car cela ne manquerait pas de faire naître le désespoir et l'extrémisme. Seul un cessez-le-feu, mettant fin à la fois aux attaques à la roquette Qassam et aux raids des forces de défense israéliennes dans les zones sous le contrôle de l'Autorité palestinienne, combiné avec la réouverture de tous les points de passage à Gaza sous la supervision de l'Autorité palestinienne, pourra permettre la libre circulation des personnes et des biens, condition indispensable pour l'établissement d'un État palestinien viable.

35. **Le Président** dit que le Comité s'emploiera à mobiliser la communauté internationale des donateurs contre le siège du territoire palestinien occupé.

La séance est levée à 12 h 42.